



Paris, le 23 février 2017

COMMISSION
DES AFFAIRES
EUROPÉENNES

AVIS POLITIQUE

Sur l'Erasmus des Apprentis

- ① Vu les articles 165 et 166 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,
- ② Vu la résolution du Parlement européen du 2 février 2017 sur la mise en œuvre du règlement (UE) n° 1288/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 établissant « Erasmus + » : le programme de l'Union pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport et abrogeant les décisions n° 1719/2006/CE, n° 1720/2006/CE et n° 1298/2008/CE (2015/2327(INI)),
- ③ Vu la communication (COM (2016) 940) de la commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions « *Investir dans la jeunesse de l'Europe* »,
- ④ Considérant qu'en octobre 2016, 4,169 millions de jeunes Européens (hors étudiants) n'avaient pas d'emploi en Europe et que 18,4 % des jeunes étaient ainsi à la recherche d'un emploi dans l'Union européenne,
- ⑤ Considérant qu'apprentissage et mobilité longue sont deux éléments déterminants dans la réponse à apporter au chômage des jeunes,
- ⑥ Considérant qu'Erasmus est un grand succès européen, qui a bénéficié à près de 4 millions d'étudiants mais moins de 1% d'étudiants en formation professionnelle,
- ⑦ La commission des affaires européennes du Sénat :

- ⑧ Se félicite du lancement de l'initiative « Erasmus Pro » en décembre 2016, salue à cet égard l'augmentation significative des crédits alloués au programme « Erasmus + » pour 2017 ;
- ⑨ Déploie les arbitrages budgétaires qui ont jusqu'à présent freiné l'essor de la mobilité de long terme des apprentis au sein de l'Union européenne ;
- ⑩ Encourage la Commission à concrétiser le projet de 50 000 « Erasmus professionnels » au cours des trois prochaines années tout en insistant sur la dimension qualitative des mobilités réalisées, qui ne sauraient se limiter à des stages de courte durée, souhaite que ce projet encore expérimental soit totalement intégré au programme Erasmus plus et qu'il en devienne un élément central ;
- ⑪ Regrette que les apprentis soient aujourd'hui encore exclus de la dimension internationale d'« Erasmus + » ;
- ⑫ Incite la Commission à promouvoir ce nouveau dispositif auprès des publics concernés, étudiants comme professionnels, et à développer les synergies autour de ce projet ;
- ⑬ Invite la Commission à simplifier les procédures et les textes applicables, à analyser les obstacles actuels au développement de l'apprentissage européen et à proposer des solutions ambitieuses de nature à les surmonter.